



Le Prieuré, 165 route de Chambéry – 73 370 LE BOURGET-DU-LAC
Tél. : 04 79 25 20 32 – Fax. : 04 79 25 32 26
Mail : info@cen-savoie.org

Marché public d'étude et d'assistance

Projet de renforcement des populations de végétations aquatiques dans le lac d'Aiguebelette

Règlement de consultation

Marché de services

Ce projet est cofinancé(e) par l'Union européenne dans le cadre du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER)



SOMMAIRE

| | |
|---|----------|
| 1. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES | 3 |
| 1.1. PIECES DE LA CANDIDATURE | 3 |
| 1.2. PIECES DE L'OFFRE | 4 |
| 2. JUGEMENT DES OFFRES | 4 |
| 2.1. VALEUR TECHNIQUE (60 %) | 4 |
| 2.2. PRIX DE LA PRESTATION (40 %) | 5 |
| 2.3. ATTRIBUTION ET NEGOCIATION | 6 |
| 3. CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES | 7 |
| 3.1. DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES | 7 |
| 3.2. CONDITIONS D'ENVOI DES OFFRES | 7 |
| 3.2.1 MODALITES DE DEPOT | 7 |
| 3.2.2 RECOMMANDATIONS | 7 |
| 4. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES | 7 |

Ce projet est cofinancé(e) par l'Union européenne dans le cadre du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER)



1. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en **langue française** et exprimées en **EURO**.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

1.1. PIECES DE LA CANDIDATURE

Tels que prévus aux articles L2142-1, R2142-3, R2142-4, R2143-3 et R2143-4 du Code de la commande publique, les candidats sont tenus de fournir :

- les renseignements concernant la **situation juridique de l'entreprise** :

| Libellé | Signature |
|---|-----------|
| Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner | Oui |

- les renseignements concernant la **capacité économique et financière de l'entreprise** :

| Libellé | Signature |
|---|-----------|
| Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles | Non |
| Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels | Oui |

- les renseignements concernant les **références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise** :

| Libellé | Signature |
|--|-----------|
| Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années | Oui |
| Liste des travaux exécutés au cours des trois dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin) | Oui |
| Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat | Oui |
| Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat | Oui |

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent :

- soit les **formulaire DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)** disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr ;
- soit le **Document Unique de Marché Européen (DUME)**.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

1.2. PIÈCES DE L'OFFRE

| Libellé | Signature |
|---|-----------|
| L'acte d'engagement (complété et daté) | Oui |
| Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) (daté) | Oui |
| La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) (complétée et datée) | Oui |
| Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise propose d'adopter pour l'exécution du contrat | Oui |

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer **tous les sous-traitants connus** lors de son dépôt (dans ce cas, l'**annexe de sous-traitance DC4** devra être jointe). Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

2. JUGEMENT DES OFFRES

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

| Critères | Pondération |
|-----------------------------|-------------|
| Valeur technique de l'offre | 60 % |
| Prix des prestations | 40 % |

2.1. VALEUR TECHNIQUE (60 %)

Ce critère est jugé à l'appui du mémoire technique.

Les candidats doivent obligatoirement fournir leur mémoire structuré en chapitres correspondant à chaque sous-critère énoncé ci-après (en rappelant les numérotations définies).

La notation de chaque sous-critère sera faite à l'appui uniquement des éléments fournis et développés par le candidat dans le seul chapitre énoncé. Dans l'hypothèse où le candidat apporte ou développe dans un chapitre des éléments qui pourraient concerner un autre chapitre, ceux-ci ne seront pas pris en considération pour la notation. Seuls seront notés les contenus des chapitres correspondant à chaque sous-critère.

Les candidats ont l'obligation de répondre à l'ensemble des rubriques sous peine de voir leur offre rejetée pour non-respect du règlement de consultation.

1 – Références similaires et compétences générales (50 points) détaillant :

- les références équivalentes (missions, nature et enveloppe estimée des travaux, types de milieux) réalisées sur les 3 dernières années ; 10 points
- le rôle (organigramme de la mission) et les compétences spécifiques de chacun des membres affectés à la mission (avec fourniture des CV) ; 10 points
- les expériences et compétences argumentées en termes de suivis de travaux (phases ACT, DET, OPC et AOR) et plus spécifiquement d'accords-cadres à bons de commande ; 15 points
- les expériences et compétences argumentées en termes de réalisation d'études projets pour des travaux en milieux aquatiques. 15 points

2 – Méthodologie et organisation générale de la mission (30 points), faisant apparaître

- un planning détaillé permettant d'illustrer le phasage général de la mission ; 5 points
- les moyens humains mis en œuvre pour exécuter les prestations (temps par poste affecté à chaque phase...) ; 10 points
- les contraintes liées aux particularités de la mission 10 points
- le matériel utilisé pour la mission ;
- l'identification des différents sous-traitants ou prestataires de services envisagés. 5 points

Pour ce critère, le candidat obtiendra une note technique initiale sur 80. Cette note sera pondérée au vu de la formule suivante :

$$\text{Note technique pondérée} = 100 \times \text{note technique initiale du candidat} / \text{note technique initiale du mieux disant}$$

Le candidat obtiendra donc une note technique pondérée sur 100, qui sera affectée par le coefficient correspondant (60 %), pour donner la note technique finale.

2.2. PRIX DE LA PRESTATION (40 %)

Ce critère est jugé à l'appui de la DPGF.

Pour le calcul de la pondération du critère « Prix », il sera appliqué une note sur 100 calculée de la manière suivante :

$$\text{Note de prix pondérée} = 100 \times \text{montant de l'offre (TTC) la moins-disante} / \text{montant (TTC) de l'offre du candidat}$$

Le candidat obtiendra donc une note de prix pondérée sur 100, qui sera affectée par le coefficient correspondant (40 %), pour donner la note de prix finale.

La note finale sera la somme de la note technique finale et de la note de prix finale.

L'offre considérée comme économiquement la plus avantageuse sera celle obtenant le meilleur classement (note finale la plus élevée).

2.3. ATTRIBUTION ET NEGOCIATION

L'offre économiquement la plus avantageuse sera celle obtenant le meilleur classement (note finale la plus élevée).

En application de l'article L2152-1 du Code de la commande publique, l'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre incomplète, méconnaissant la législation en vigueur ou excédant les crédits budgétaires alloués au contrat pourra être **régularisée à l'issue de la négociation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.**

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur **se réserve le droit d'engager des négociations avec les 2 premiers candidats.** Cette phase de négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre et **pas seulement sur le prix.**

Toutefois, le pouvoir adjudicateur pourra attribuer le marché **sur la base des offres initiales, sans négociation.**

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

L'attribution du marché au titulaire lui sera notifiée par **lettre de commande accompagnée du contrat signé par le pouvoir adjudicateur et du premier bon de commande.**

3. CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES

3.1. DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES

Les offres sont à transmettre au plus tard le **vendredi 20 décembre 2024 à 9 h.**

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. À ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

3.2. CONDITIONS D'ENVOI DES OFFRES

3.2.1 Modalités de dépôt

En application des dispositions prévues aux articles R2132-1 à R2132-14 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique, le dossier du candidat (comprenant les documents relatifs à la candidature et à l'offre) est obligatoirement déposé **par voie dématérialisée**.

Les documents devront être transmis par voie électronique aux adresses mail suivantes :

f.veinante@cen-savoie.org

s.marron@cen-savoie.org

info@cen-savoie.org

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

3.2.2 Recommandations

Il est demandé aux candidats de respecter les recommandations suivantes lors de l'envoi des offres :

- éviter les accents dans les noms de fichiers et plus généralement tous les symboles et caractères spéciaux ;
- ne pas utiliser les .exe et les macros ;
- optimiser la taille du pli pour éviter qu'il ne soit trop volumineux (ce qui accroît le délai de transmission et engendre un risque de réception hors délai).

4. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Toute demande de renseignement complémentaire devra exclusivement être formulée par voie électronique aux adresses mail suivantes :

f.veinante@cen-savoie.org

s.marron@cen-savoie.org